

Unité interdépartementale Loire Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 Saint-Étienne

Saint-Étienne, le 30 décembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VERALLIA FRANCE (ST GOBAIN EMBALLAGE)

place de la Verrerie
42610 Saint-Romain-Le-Puy

Références : UID4243-EAR-025-420
Code AIOT : 0006103493

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14 novembre 2025 dans l'établissement VERALLIA FRANCE (ST GOBAIN EMBALLAGE) implanté Place de la Verrerie 42610 Saint-Romain-le-Puy. L'inspection a été annoncée le 17/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Une inspection commune avec le gestionnaire des eaux usées a été réalisée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VERALLIA FRANCE (ST GOBAIN EMBALLAGE)
- Place de la Verrerie 42610 Saint-Romain-le-Puy
- Code AIOT : 0006103493
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de VERALLIA est autorisé à exploiter les installations de « fabrication du verre » par arrêté préfectoral du 30 janvier 2017.

En fin d'année 2022, le site a fait l'objet d'une réfection partielle du four 3. Pour 2025/2026, une reconstruction du four 2 est prévue avec changement de technologie. La détermination des futures

valeurs limites d'émissions des rejets atmosphériques ont été au cœur des discussions. Une autre réunion sera programmée courant janvier 2026.

L'inspection de ce jour a également permis de discuter de tous les sujets en cours sur le site, notamment, les travaux permettant une meilleure gestion de la ressource en eau et de la qualité des rejets.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension... .

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	EAU - respect des VLE	Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 4.3.9	Demande d'action corrective	6 mois
2	EAU : dépassement Hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 4.3.9	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
5	Eau de refroidissement en circuit fermé	Arrêté Ministériel du 12/03/2024, article 21	Demande d'action corrective	6 mois
6	AIR : rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 10.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	EAU : fréquences d'analyses par un organisme tiers	Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 10.2.3.1	Sans objet
4	Eau : prélèvements	Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 4.1.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site a débuté les travaux pour le changement du four 2. Ce changement de technologie devra permettre d'améliorer les rejets atmosphériques. Mais, l'exploitant doit, en parallèle, faire des travaux sur ses rejets aqueux afin de respecter les valeurs limites d'émission.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : EAU - respect des VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 4.3.9
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE / GIDAF
Prescription contrôlée : Le rejet direct d'eaux industrielles dans le milieu naturel est interdit. L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux industrielles dans le réseau public d'assainissement, les valeurs limites en concentration et flux définies. Ces valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens sur vingt-quatre heures.
Constats : Les eaux industrielles sont rejetées dans le réseau communal et sont traitées par la station d'épuration de St Romain Le Puy. Avant rejet, les eaux industrielles doivent respecter des valeurs de rejet.

<p>D'après les résultats saisis sur GIDAF, on peut constater :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des valeurs en hydrocarbures dépassant la VLE de 5 mg/l en avril 2025 (12,7 mg/l), en juillet 2025 (8,5 mg/l), en août 2025 (10,4 mg/l), - des valeurs de pH dépassant la VLE fixée à 8,5 en juin 2025 (8,7), septembre 2025 (8,7) et octobre 2025 (8,9), - des valeurs en MES dépassant la VLE de 500 mg/l en juin 2025 (754 mg/l), en août 2025 (660 mg/l), - le volume moyen journalier d'eau rejeté le 13 août 2025 est de 103 m³ alors que le site est autorisé à rejeter 50 m³/j max. <p>L'exploitant n'est pas en mesure d'expliquer le dépassement du 13/08/2025 mais il explique qu'en août 2025, le volume mensuel total rejeté est de 778 m³, soit un débit moyen journalier de 25m³ qui ne reflète pas le débit mesuré le 13/08/2025</p> <p>Le service assainissement de Loire Forez, présent lors de l'inspection indique aussi qu'il y a eu un gros dépassement en fer en juin 2025 et que les concentrations en arsenic analysées dans les rejets sont proches de la valeur limite.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit informer le service assainissement de Loire Forez quand les dépassements peuvent être anticipés, notamment en ce qui concerne les volumes de rejets (action prévue, travaux...), ce qui permettra une meilleure gestion de la station d'épuration.</p> <p>L'exploitant doit rechercher les causes de ces dépassements (pH, Fer et Arsenic) et proposer un plan d'action sous 6 mois.</p> <p>Pour les dépassements en hydrocarbures et MES contenus dans les boues, voir le constat 2.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 2 : EAU : dépassement Hydrocarbures

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 4.3.9</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Problèmes sur les hydrocarbures, action à mettre en place</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>VLE en hydrocarbures : 5 mg/l - flux journalier 0.25 kg/j</p>
<p>Constats :</p> <p>Concernant les concentrations en hydrocarbures, les données GIDAF sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 02/10/2024 : 66,230 mg/l ; - 11/2024 : 7,3 mg/l ; - 12/2024 : 7,2 mg/l ; - 01/2025 : 1,1 mg/l ; - 04/2025 : 12,7 mg/l ; - 13/08/2025 : 10,4 mg/l ; - 24/09/2025 : 0,58 mg/l. <p>Les rejets en hydrocarbures sont identifiés et proviennent principalement de l'huile du graissage des moules.</p> <p>L'exploitant indique que le curage du séparateur hydrocarbures a lieu 2 fois par an, soit pour l'année 2025 en avril et en novembre. La baisse de la concentration en hydrocarbures de</p>

septembre 2025 ne peut donc pas être corrélée à l'entretien du séparateur. L'exploitant a continué ses investigations et s'est orienté sur le fait que les boues présentes dans ce bassin ne sont pas éliminées au fur et à mesure, venant charger les eaux en masse polluante et « encrasser » le circuit de refroidissement.

L'élimination des boues est donc nécessaire.

L'exploitant a donc fait des essais sur la mise en place d'une floculation.

Lors de l'inspection de ce jour, il a indiqué que les essais sur la floculation/raclage avaient été peu probants et ne permettaient pas d'améliorer la qualité de l'eau du bassin.

Une étude a été menée afin de chercher des solutions de nettoyage du bassin, de déterminer les fréquences de nettoyage, de dimensionner un séparateur.

L'exploitant a proposé la mise en place d'une solution technique selon 2 axes :

- 1/ séparation des boues dans le bassin pour améliorer la qualité du réseau (floculation et vis de pressage),
- 2/ installation des filtres à coalescence en dessous des machines pour une captation des huiles au plus proche de la source émettrice.

Des essais ont été réalisés sur la vis de pressage du 25 au 27 novembre 2025 et des essais sur les filtres à coalescence seront réalisés en décembre 2025.

Si l'efficacité de ces systèmes de traitements est démontrée, l'exploitant s'est engagé à la mise en œuvre des systèmes en avril/mai 2026. Ce délai est dû à la nécessité de créer le fournisseur dans la base de données de l'exploitant, de passer la commande et d'installer les dispositifs.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en place des systèmes de traitements permettant de respecter les valeurs limites.

Il transmettra les résultats d'analyse des eaux du rejet 1bis en juin 2026 et commentera les résultats.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : EAU : fréquences d'analyses par un organisme tiers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 10.2.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Fréquences des analyses

Prescription contrôlée :

Un organisme tiers doit réaliser les analyses sur les eaux industrielles à une fréquence annuelle .

Constats :

Du côté ICPE, l'analyse des eaux industrielles est à une fréquence annuelle.

L'exploitant indique que les analyses se font en décembre. Concernant 2025, il transmettra le rapport à l'inspection dès réception.

Pour le service d'assainissement, une analyse trimestrielle est demandée et à l'heure actuelle, il n'en a reçu que 2. Les 2 services doivent clarifier cette fréquence d'analyse et être conforme à la convention. Si une modification est souhaitée, l'exploitant doit en faire la demande au préalable au service assainissement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La convention Verallia sera revue avec LFA début d'année 2026. L'exploitant transmettra les résultats de l'analyse de décembre 2025 et commentera les résultats afin de joindre un plan d'actions si les résultats n'étaient pas conformes ;
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Eau : prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Approvisionnement en eau
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisées dans les quantités suivantes : - Réseau public : 17 000 m ³ ; - Nappe phréatique : 65 000 m ³ ; - Canal du forez : 20 000 m ³ .
Constats : Les prélèvements 2025, au 14/11/2025 : - sur le réseau public : 8 919 m ³ , - dans le puits, nappe phréatique : 33 757 m ³ , - dans le Canal du forez : 6 703 m ³ . Les prélèvements ne dépassent pas les volumes autorisés. La télémétrie sur les compteurs d'entrée a été mise en place mais le dispositif n'est pas encore opérationnel (problème de logiciel, qui sera développé en interne et permettra l'envoi d'une alarme en cas de dépassement). Un fichier de suivi des prélèvements est cependant en place et ce fait manuellement, par relevé des index.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Action à suivre et à finaliser : des tableaux de bord « eaux » sont en cours de développement. Délai : 6 mois.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Eau de refroidissement en circuit fermé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/03/2024, article 21
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure débit prélevé
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment le refroidissement en circuit ouvert est interdit sauf autorisation explicite par l'arrêté préfectoral sur la base d'éléments justificatifs présentés par l'exploitant montrant l'impossibilité ou la grande difficulté d'un refroidissement en circuit fermé.
Constats : En 2023, il avait été constaté un refroidissement en circuit ouvert pour éviter les problèmes

<p>d'enverrage* (*quantité de matière vitrifiable restant dans les creusets après la fusion), les opérateurs laissant couler de l'eau à fort débit (permettant l'entraînement du verre vitrifié et empêchant la formation d'un bouchon de verre vitrifié dans la goulotte).</p> <p>Les débits d'eau trop faibles, dûs à un encrassement du réseau (voir constat 2), ne permettaient pas de garantir la sécurité des opérateurs et des installations. Les opérateurs privilégiaient alors l'utilisation de l'eau des RIA car ils savaient que le circuit d'eau en place ne permettait pas de travailler à débit élevé.</p> <p>Malgré le constat d'un changement positif dans les habitudes de travail permettant une diminution des consommations en eau, le travail en circuit fermé doit être effectif, tout en garantissant néanmoins la sécurité des travailleurs.</p> <p>Lorsque le réseau d'eau industrielle sera nettoyé (voir constat 2) le rendant plus fonctionnel et sécurisé, l'utilisation de l'eau du système incendie devra rester exceptionnelle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'obtention d'un réseau d'eau industrielle fonctionnel devra permettre une démarche standardisée et sécurisée du refroidissement du process en circuit fermé.</p> <p>Délai : 6 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 6 : AIR : rejets atmosphériques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 10.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, respect des VLE</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures réalisées sur les paramètres définis au chapitre 3 de l'AP du 30/01/2017 portent sur les rejets n°1 (en sortie d'électrofitre) et sont réalisées à l'aide d'appareil répondant à la norme reconnue.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'analyse réglementaire a été réalisée du 14 au 16 avril 2025 par un laboratoire extérieur.</p> <p>Elle présente des non conformités sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la concentration en HCl mesurée à 25,7 mg/Nm³ à 8 % O₂ au lieu de 20 mg/Nm³, - le flux spécifique en HCL à 35,4 g/tonne de verre fondu au lieu de 30 g/tonne.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit identifier la cause de ce dépassement et mettre en place un plan d'action afin d'y remédier.</p> <p>L'exploitant fera des analyses afin de vérifier que les concentrations et les flux en sortie de cheminée sont respectés avant la fin du premier semestre 2026 (des travaux sont en cours et les débits sont en cours de modifications) .</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>